

«620 jours d'agonie ou... la démission de Macron»

écrit par Jeanne la pucelle | 21 juillet 2025



Emmanuel Macron © AFD



Emmanuel Macron © AFD

ÉDITO. Emmanuel Macron et François Bayrou battent tous les records d'impopularité. Le pays est à l'arrêt, aucune réforme ne passe. À 620 jours de la présidentielle, une question brûlante surgit : faut-il provoquer un choc démocratique et rendre la parole aux Français ?

[Jules Torres](#) 20/07/2025 à 06:51

C'est un simulacre de pouvoir. Et un record historique. Jamais un couple exécutif n'avait été aussi impopulaire depuis la création du baromètre du JDD. En ce mois de juillet, le duo Macron-Bayrou entre dans l'histoire par la plus mauvaise des portes : celle de la défiance absolue. 81 % de Français mécontents du chef de l'État. Son plus mauvais score jamais enregistré. [Emmanuel Macron](#) passe pour la première fois sous la barre symbolique des 20 % de satisfaits. Il se rapproche dangereusement de François Hollande...

À LIRE AUSSI [SONDAGE – Macron/Bayrou : l'impopularité](#)

historique d'un exécutif à la dérive

Son Premier ministre fait pire encore. François Bayrou devient le chef de gouvernement le plus impopulaire de toute la Ve République, avec 82 % d'opinions défavorables. Une déflagration politique. Et un message limpide : ce pouvoir n'est plus écouté, ni suivi, ni respecté. Voilà un exécutif totalement délégitimé. Un président sans cap. Un Premier ministre sans majorité. Un Parlement sans autorité. Depuis la dissolution ratée de 2024, la France est entrée dans une zone grise. Une démocratie suspendue à un fil.

Tout le monde le sait, mais personne ne le dit : ce n'est pas un mandat, c'est une impasse. Il reste 620 jours avant l'élection présidentielle. 620 jours de chienlit, d'immobilisme, de vide. La seule question est de savoir si nous irons jusqu'au bout de cette mascarade. Comment voulez-vous que les choses changent ? Le politique ne peut plus rien. Il ne gouverne plus, il gère. Il ne décide plus, il subit.

Le pays traverse une crise majeure, mais le pouvoir bricole à la marge

À l'Assemblée, tout est bloqué. Au gouvernement, tout est miné. Et nous, journalistes, réduits à commenter des mesurettes, des annonces sans lendemain, des propositions sans effet. Le pays traverse une crise majeure, mais le pouvoir bricole à la marge. Plus rien ne passe. Plus rien ne passera. Ni réforme. Ni projet structurant. La France est à l'arrêt. L'État en mode veille.

Prenez le budget 2026 : déjà condamné avant d'être débattu. À peine dévoilé, le plan Bayrou est déjà mort-né. Et ensuite ? Un nouveau 49.3 ? Une nouvelle motion ? Un énième Premier ministre de rechange ? Ce n'est plus

un quinquennat, c'est un jeu de chaises musicales...

Et le reste suit. **L'économie ? Paralysée.** La dette **explose**, et Nicolas commence à grincer des dents. **La sécurité ? On s'agite, on communique, on promet...** mais rien ne change en profondeur. **L'immigration ? C'est l'éléphant au milieu de la pièce.** Tout le monde le voit, personne ne le déplace. Chacun sait qu'il faudrait agir. Mais personne, au sommet, n'ose porter le fer.

La France n'est plus gouvernée

Alors on temporise. On meuble le vide. Encore deux ans à tenir dans cette léthargie. Deux ans de chantiers fantômes, de débats pour rien, de décisions différées. **La France n'est plus gouvernée : elle simule. Elle mime le pouvoir comme on jouerait à la politique.**

Ce que je décris, ce n'est pas un simple constat : c'est la réalité brute de l'État du pays. Et une question simple se pose : comment continuer ainsi ? On tient encore jusqu'en 2027 ? À faire semblant, à bricoler, à subir ? **Emmanuel Macron n'a plus rien à dire. Ni rééligible, ni audible, ni moteur.** Il recadre à la marge des ministres qui ne l'écoutent plus. Le pouvoir est là, physiquement, mais plus personne n'y croit. **La parole présidentielle ne pèse plus rien.**

Mieux vaut une rupture nette qu'une lente agonie

Alors une vraie question se pose, et elle est vertigineuse : faut-il vraiment attendre encore 620 jours ? Attendre que la situation se délite ? Que le pays se fragmente ? Que le discrédit se généralise ? À quoi bon prolonger une séquence qui ne produit plus rien – sinon du ressentiment et de la colère ?

Une issue existe. Légale. Radicale. Une présidentielle

anticipée. Par la démission du chef de l'État, comme le permet la Constitution. C'est une hypothèse sérieusement évoquée, y compris dans les cercles du pouvoir. Et selon plusieurs sondages, une majorité de Français y sont favorables. Non pas par goût du chaos. Mais par instinct de survie politique.

Oui, ce serait un choc. Mais le vrai risque, il est déjà là. Il est dans l'enlisement. Dans cette atmosphère moite de fin de règne. Dans ce deuxième quinquennat zombie qui s'étire sans direction ni cap. Trancher, ce n'est pas céder à la panique. C'est mettre un terme à la paralysie. Mieux vaut une rupture nette qu'une lente agonie. **Mieux vaut rendre la parole aux Français que continuer à parler en leur nom, sans jamais les entendre. La chienlit a assez duré. Il est temps d'en sortir.**

**Le
JDD**

<https://www.lejdd.fr/politique/jules-torres-620-jours-da-gonie-ou-la-demission-de-macron-160339>